

Bulletin d'histoire politique

Éric Amyot, Le Québec entre Pétain et de Gaulle. Vichy, la France libre et les Canadiens français 1940-1945, Saint-Laurent, Fides, 1999, 365 p.

Éric Bédard



Volume 9, Number 1, Fall 2000

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060445ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060445ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bédard, É. (2000). Review of [Éric Amyot, Le Québec entre Pétain et de Gaulle. Vichy, la France libre et les Canadiens français 1940-1945, Saint-Laurent, Fides, 1999, 365 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 9(1), 216–218.
<https://doi.org/10.7202/1060445ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2000

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

En 1849, une égale représentation d'un Haut-Canada moins peuplé que le Bas-Canada faisait qu'un vote québécois valait moins qu'un vote orangiste. Dix ans plus tard, la situation démographique étant inversée, on change les règles du jeu avec le REP by POP. Mais, cela n'était pas assez. Londres a fini par suivre le conseil du genre de Durham. On a provincialisé et paupérisé les Canadiens français dans une Confédération qui n'en était pas une.

Avec 1849, le Canada anglais a pris le relais de Londres en rejetant le grand rêve des La Fontaine et Baldwin. Le livre de Deschênes est une grande contribution. Si plus d'historiens, de sociologues et de psychologues se penchaient un tant soit peu sur le témoignage de ce boutefeu de Perry, on pourrait enfin briser le mythe qui nous fait croire que les Canadiens français forment un des deux peuples fondateurs d'un BNA Act qui avait comme but ultime d'éteindre leur nationalité. D'autres aujourd'hui se sont chargés de prendre le relais des Ferres, Moffat et Perry. Ils ont comme nom Chrétien et Dion.

Claude G. Charron
Politologue

Éric Amyot, *Le Québec entre Pétain et de Gaulle. Vichy, la France libre et les Canadiens français 1940-1945*, Saint-Laurent, Fides, 1999, 365 p.

Depuis le début des années 1990, une rumeur persistante associe toute une intelligentsia canadienne-française à l'extrême droite européenne. De Esther Delisle à Yves Lavertu, en passant par toute une série de mémoires de maîtrise et de reportages journalistiques tapageurs, on en est venu à croire que le Québec des années 1930 et 1940 fut la proie d'une irrésistible attirance pour les idées fascistes. Dans un tel capharnaüm d'hypothèses hasardeuses et d'idées reçues, Éric Amyot arrive avec une véritable somme qui sans doute fera autorité. Ce jeune docteur en histoire de l'Université McGill a consacré trois années à comprendre le rapport complexe, voire parfois tortueux, des Canadiens français à la France occupée. Chercheur ambitieux, Amyot pose une question qui hante bien des esprits de la vie intellectuelle québécoise : entre la France du vieux maréchal Pétain et celle du trépidant général de Gaulle où penchait le cœur du Canada français ?

Entre le vainqueur de Verdun et l'auteur du *Fil de l'épée*, le cœur des Canadiens français balancera, nous dit Amyot. D'abord largement sympathiques aux idées du nouveau régime qui s'installe à Vichy, les Canadiens français passeront graduellement au camp des gaullistes. Le livre d'Éric Amyot est d'une certaine façon le récit détaillé de ce passage qui aura duré

le temps d'une guerre. Un peu comme les Français de la métropole, ceux du Canada mettront presque quatre ans à se rendre compte que le salut de la France ne pouvait être qu'aux côtés de ce général décoré précipitamment de sa deuxième étoile peu avant la débâcle de juin 1940.

Lorsque Pétain est investi des pleins pouvoirs, il se trouve en effet de nombreuses voix au Canada français pour saluer la mise en place d'une véritable « révolution nationale ». On y voit une douce revanche de l'Histoire. Après 150 ans d'égarement, la fille aînée de l'Église retrouverait enfin son lustre d'Ancien Régime. La nouvelle devise Travail/Famille/Patrie plaît à de nombreux intellectuels canadiens-français qui, toujours à la recherche d'une voie entre capitalisme et socialisme, plaident pour un renouveau de la vie nationale. Parmi les plus ardents défenseurs de ce nouveau régime, on retrouve des porte-parole très lus comme Roger Duhamel de *La Patrie* et surtout Georges Pelletier du *Devoir*. Ce dernier défendra d'ailleurs jusqu'à la fin l'esprit de Vichy.

Si une large portion de l'opinion canadienne-française semble plus que sympathique aux valeurs conservatrices qu'incarnent le maréchal et sa cour, cette sympathie ne saurait se transposer à l'idéologie nazie du III^e Reich. Contrairement à la France de la révolution nationale, l'Allemagne nazie, estiment beaucoup de Canadiens français, fonde son pouvoir sur une mystique matérialiste qui a pour centre un dictateur athée et un État totalitaire.

Cette perception divergente des projets vichyste et nazi, très bien étayée, constitue sans contredit le plus grand apport d'Éric Amyot. Cette thèse nous offre une précieuse clef de compréhension de l'évolution de la faveur des Canadiens français pour le camp gaulliste. Cette clef de compréhension oblige également certains chercheurs à réviser leur vision par trop sombre d'un Québec monochrome n'écoulant que les sirènes du fascisme. Car aussi longtemps que Philippe Pétain apparaît comme le seul maître à bord, tant que ses politiques semblent inspirées par les principes de la révolution nationale, on sympathise avec la France de Vichy. À partir du moment où l'on convainc les Canadiens français que le vieux maréchal n'est plus qu'un pantin impuissant à la merci de Hitler, l'adhésion diminue.

Très tôt, les émissaires de la France libre comprennent cette sensibilité canadienne-française à la cause de Vichy. Élisabeth de Miribel, une jeune femme de 24 ans issue d'un milieu conservateur et catholique, et Thierry d'Argelieu, un militaire qui a rejoint de Gaulle dès 1940 et dont l'une des plus précieuses caractéristiques dans les circonstances est d'être un révérend père Carme, rassurent nombre de Canadiens français. Ces personnalités sauront charmer ceux, très nombreux au début, qui assimilent de Gaulle à une gauche républicaine proche du défunt Front populaire. La stratégie des Français libres sera de ne jamais prendre de front le maréchal et son projet de

révolution nationale, mais plutôt d'insister sur le fait que celui-ci ne dispose plus des marges de manœuvre nécessaires pour gouverner. Grâce à beaucoup de patience, à une conjoncture favorable et à une belle complicité avec les mandarins du gouvernement fédéral, les Français libres réussirent finalement à rallier les Canadiens français à leur cause.

Pour comprendre cette évolution des Canadiens français face à cette France déchirée par deux pouvoirs qui chacun se présente comme le légitime mandataire de la mère patrie, Éric Amyot n'a pas lésiné sur les moyens. Dirigé par John Hellman, certainement l'un des plus grands spécialistes du régime de Vichy, Amyot a consulté les archives pertinentes des deux côtés de l'Atlantique, dépouillé de façon exhaustive de nombreux journaux de l'époque et interrogé certains témoins et acteurs ayant vécu cette période trouble. Le résultat est certainement à la hauteur des efforts consentis. Malgré les origines universitaires de cet ouvrage, le récit est vivant et bien structuré ; les idées avancées y sont brillamment amenées et intelligemment défendues.

Éric Bédard

Candidat au doctorat
Université McGill

Gilles Gallichan, *Les Québécoises et le barreau, l'histoire d'une difficile conquête 1914-1941*, Sillery, Septentrion, 1999.

La parution du livre de Gilles Gallichan, *Les Québécoises et le barreau, l'histoire d'une difficile conquête 1914-1941* chez Septentrion, s'inscrit dans le cadre du 150^e anniversaire de fondation du Barreau du Québec. Cet ouvrage nous relate la lutte menée par des groupes féministes et leur sympathisants masculins afin de faire admettre les femmes au Barreau. Son auteur, historien et bibliothécaire, n'en est pas à ses premières armes en matière d'histoire des femmes. Il a, en effet, participé à un biographie sélective sur l'histoire de la lutte pour l'obtention du suffrage féminin rédigée en 1990¹.

L'auteur situe d'emblée la lutte des femmes pour l'accession au Barreau dans le combat mené afin d'acquérir le droit de vote et l'égalité juridique. Il ne semble pas faire de doute pour lui que la victoire des femmes sur le monde québécois du droit, et de façon plus générale, sur une certaine élite politique masculine contribua à façonner la nouvelle société québécoise. C'est donc à partir du monde politique que l'auteur développe son sujet en nous proposant une présentation chronologique des différents projets de lois déposés à l'Assemblée nationale portant sur le droit des femmes à s'inscrire au Barreau.